

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 17/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TRANSPORTS MENTRE (carrière)

située au lieu-dit « Les Bois de Cuisy »
78550 BAZAINVILLE

Code AIOT : 0006508545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement TRANSPORTS MENTRE (carrière) implanté Les Bois de Cuisy 78550 Bazainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSPORTS MENTRE (carrière)
- Les Bois de Cuisy 78048001 78550 Bazainville
- Code AIOT : 0006508545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sables

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Nuisances sonores
- Extraction
- Remblayage de la carrière
- Registre déchets

- Plan de gestion des déchets d'extraction
- Prévention des pollutions des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article I-2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-12	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Prévention des pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-3-1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Mise en place de piézomètres de contrôle de la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-14	/	Lettre de suite préfectorale	8 mois
10	Contrôle piézométrique périodique de la nappe	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-3-3 et article 8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Contrôle ces des niveaux niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-7-1 et IV-7-4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Plan de gestion	Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 16bis	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Stockages déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Registre terres excavés	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)	Décret du 25/03/2021	/	Lettre de suite préfectorale	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Tonnage annuel	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article I-3	/	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-11	/	Sans objet
6	Stockage terre végétal	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- se mettre en conformité en déclarant son activité de station de transit, regroupement de déblais non dangereux inertes inférieur à 10 000 m² sous la rubrique 2517 sous un délai de 15 jours;
- respecter l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004 et remettre en sécurité les fronts et banquettes effondrés sous un délai de 4 mois. Dans un délai de 7 jours, les accès aux zones en contrebas des fronts sont contrôlés et les risques et dangers sont signalés par tout moyen approprié;
- respecter l'article IV-2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 en maintenant l'ensemble du site propre et en évacuant les déchets présent sur son installation dans les filières dûment agréées sous un délai de 15 jours. L'ensemble des rejets et leurs périphéries doivent être entretenues et faire l'objet d'un soin particulier;
- procéder à une recherche des réseaux d'évacuations présents sous l'atelier ainsi que possiblement de la cuve sous la grille dans l'atelier et faire parvenir à l'inspection des installations classées un compte-rendu des recherches sous un délai d'1 mois;
- se mettre en conformité à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sous un délai de 1 mois et procéder à la création de son compte afin de mettre en place son registre dématérialisé des terres excavées et sédiments sous un délai de 3 mois;
- déversé sur le registre dématérialisé des terres excavées et sédiments l'ensemble du registre des déblais reçues depuis le 1 janvier 2022 doivent être sous un délai de 8 mois et avant la fin de l'année 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article I-2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous (...)
Constats : L'inspection constate la présence d'une station de transit, regroupement de déblais (béton, briques, terres...) d'une surface inférieure à 10 000 m ² permettant à l'exploitant de recycler et de valoriser une partie des déblais reçues sur la carrière. Celle-ci entre dans le champ de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de la déclaration. L'exploitant ne bénéficie pas de cette rubrique.
Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité soit en déclarant cette activité, soit en cessant celle-ci et en procédant à la remise en état de la zone concernée sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Tonnage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article I-3
Thème(s) : Situation administrative, Tonnage annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits : Le volume maximal annuel extrait de sablon est de 80 000 m ³ , représentant un tonnage maximal de 120 000 tonnes.
Constats : L'inspection constate que le volume maximal annuel extrait de sablon est de 10 706m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-11
Thème(s) : Autre, Extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction est de 32 mètres. Aucune extraction n'est autorisée au dessous de la cote de 144 mètres NGF.
Constats : L'inspection constate le respect de l'épaisseur maximale d'extraction de 32 mètres et la cote de 144 mètres NGF sur le plan topographique réalisée en date du 21/12/2022 et lors de l'inspection du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-12
Thème(s) : Autre, Extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée par chargeur positionné au pied du front, en 3 gradins minimum d'une hauteur maximale de 10 mètres. Les gradins sont séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres. Le sous-cavage est interdit.
Constats : L'inspection constate : - la présence de gradins et banquettes effondrés sur une zone spécifique de la carrière sur environ 10 à 15 mètres de largeur. L'exploitant précise que cet effondrement est lié aux fortes pluies et que la zone est actuellement interdite aux employés; - que sur les autres zones de la carrière l'extraction est réalisée en 3 gradins minimum d'une hauteur maximale de 10 mètres et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres.
Observations : L'exploitant doit respecter l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004 et remettre en sécurité les fronts et banquettes effondrés sous un délai de 4 mois. L'exploitant doit interdire et matérialiser l'interdiction d'accès à cette zone sans délai. Cette mise en sécurité doit être réalisée dans des conditions météorologiques favorables. L'exploitant informe l'Inspection des installations classées a minima 7 jours avant les travaux des modalités prévues pour la mise en sécurité des fronts et banquettes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-2
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.
Constats : L'inspection constate la présence de déchets : pneus, bouteille de gaz et d'une cuve déplaçable pour travaux TP à l'extérieur de l'atelier et au niveau d'une zone de rejets et d'infiltration.
Observations : L'exploitant doit respecter l'article IV-2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 en maintenant l'ensemble du site propre et en évacuant les déchets présent sur son installation dans les filières dûment agréées sous un délai de 15 jours. L'ensemble des émissaires de rejets et leurs périphéries doivent être entretenus et faire l'objet d'un soin particulier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Stockage terre végétal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-8
Thème(s) : Autre, Stockage terre végétal
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.
Constats : L'inspection constate que les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-2
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IT - Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont prises. En particulier les stocks de terre végétale ainsi que les merlons de terre végétale sont engazonnés. La hauteur des stériles de découverte est limitée à 3m maximum (celle des terres végétales est limitée à 2m).
Constats : L'inspection constate que la hauteur des stériles de découverte est de 4 à 5 mètres.
Observations : L'exploitant doit respecter l'article IV-2 du 30 mars 2004 en respectant la hauteur limite des stériles de découverte de 3 mètres sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :</p> <p>I- Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>L'aire de garage du véhicule citerne du site répond à cette prescription. A l'exception des phases de remplissage des réservoirs sur l'aire étanche, le véhicule citerne ne stationne sur la carrière que sur l'aire de garage précitée. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. La collecte et le stockage dans des ouvrages enterrés de liquides inflammables ou de liquides susceptibles de causer une pollution est interdit.</p> <p>III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées constate dans l'atelier : - la présence d'une aire étanche dans l'atelier pour le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier; - la présence d'absorbeur en cas de déversement accidentels; - la présence d'une grille d'évacuation pouvant permettre la récupération des liquides résiduels. Cependant, l'exploitant précise ne pas savoir s'il existe une cuve enterrée étanche sous cette grille ou s'il existe un réseau reliant cette grille à un rejet extérieur; - l'absence de débourbeur-deshuileur; - la présence de plusieurs rétentions remplies diminuant la capacité possible de rétentions; - la présence de plusieurs bidons sans étiquettes.</p> <p>Observations : Afin d'éviter toute pollution accidentelle, l'exploitant doit : - vidanger les rétentions et évacuer les déchets collectés dans les filières dûment agréées. Il fait parvenir à l'inspection des installations classées les bordereaux de déchets sous un délai d'1 mois; - procéder à un étiquetage des bidons présents dans l'atelier sous un délai d'1 mois; - procéder à une recherche des réseaux d'évacuations présents sous l'atelier ainsi que d'une éventuelle cuve sous la grille dans l'atelier. Il fait parvenir à l'inspection des installations classées un compte-rendu des recherches sous un délai d'1 mois.</p> <p>De plus, l'exploitant doit : - nettoyer et curer la cuve et/ou le réseau d'évacuation, évacuer les boues collectées dans les filières dûment agréées et faire parvenir à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi des déchets sous un délai d'1 mois; - si l'existence de la cuve est avérée sous l'atelier, vérifier l'étanchéité et la capacité de rétention; L'exploitant doit ainsi vérifier le dimensionnement de cette cuve au regard de la capacité de rétention nécessaire à l'atelier sous un délai de 6 mois; - si l'existence d'un réseau d'évacuation est avéré, installer en sortie de réseau un débourbeur-deshuileur muni d'un obturateur permettant l'isolement des effluents du reste du site en cas de déversement accidentels sous un délai de 6 mois; - établir et tenir à jour un plan des réseaux.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Mise en place de piézomètres de contrôle de la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-14
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place de piézomètres de contrôle de la nappe souterraine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place et maintient en fonctionnement jusqu'à la cessation définitive d'activité de la carrière :</p> <p>un piézomètre de contrôle à l'amont hydraulique de la carrière, un piézomètre de contrôle à l'aval hydraulique de la carrière</p>
Constats : L'inspection a constaté, sur le plan du réseau piézométrique, l'inadaptation des piézomètres en place à la configuration actuelle de l'exploitation de la carrière.
Observations : L'exploitant doit justifier de l'emplacement du réseau piézométrique au regard de la configuration actuelle de la carrière et de la surveillance des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois

N° 10 : Contrôle piézométrique périodique de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-3-3 et article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle piézométrique périodique de la nappe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article IV-3-3 de l'AP du 30/03/2008</p> <p>L'exploitant procède à un contrôle piézométrique de la qualité et du niveau de la nappe sur les points de contrôle définis à l'article III.4. du présent arrêté, sur les paramètres et avec fréquence suivants :</p> <p>pH à 20°C analyse semestrielle Conductivité analyse semestrielle Hydrocarbures analyse semestrielle " DCO (Demande Chimique en Oxygène) analyse semestrielle</p> <p>Article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain:</p> <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>Constats : L'équipe d'inspection constate la présence de rapports semestriels de contrôles piézométriques de la qualité et du niveau de la nappe sur les points de contrôle et paramètres prescrit à l'article IV-3-3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004:</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport n° AR-21-IV-057856-01 du 24/01/2023 effectuée par Eurofins. - rapport n°AR-21-IV-070118-01 du 29/06/2022 effectuée par Eurofins. <p>L'inspection note que les rapports montrent l'absence de valeurs élevées des paramètres mesurés prescrit à l'article IV-3-3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004.</p> <p>L'inspection constate l'absence de dispositif approprié de fermeture sur la tête du sondage et de margelle autour des piézomètres.</p> <p>Observations : L'exploitant doit, conformément à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, mettre en place un dispositif approprié de fermeture sur la tête du sondage et une margelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-7-1 et IV-7-4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) : L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).</p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :</p> <p>L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant a présenté une étude des niveaux sonores effectuée dans le cadre de la réglementation Santé / Sécurité au Travail, mais ne correspondant pas aux exigences relatives à la réglementation ICPE. L'inspection constate l'absence de contrôle des émissions sonores.
Observations : L'exploitant doit respecter l'article IV-7-1 et IV-7-4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 et effectuer un contrôle des émissions sonores de l'installation tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ». <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : L'inspection constate l'absence de plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière.
<p>Observations : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière prescrit et respectant l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 12 septembre 1994.</p> <p>Ce plan de gestion doit être révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Ce plan est transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-15
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée. L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un registre des déblais précisant la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur;- la présence d'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre;- une description imprécise de la caractéristique des matériaux dans le registre.
Observations : L'exploitant doit préciser les caractéristiques des matériaux reçu dans son registre et se mettre en conformité à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 correspondant à la fiche d'inspection n° sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Stockages déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : L'inspection constate : - que les « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » sont gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution; - une absence d'un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés ; - l'absence de localisation des zones de stockage temporaire des déchets d'extraction inertes sur un plan topographique permettant de localiser.
Observations : L'exploitant doit respecter l'article 11.5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 en assurant un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et en établissant un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes sous un délai d'1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Registre terres excavés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Registre terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est

<p>choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : L'inspection constate l'absence de mise à jour du registre des terres excavées et sédiments.</p> <p>L'exploitant précise ne pas avoir eu connaissance de ce changement réglementaire.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit respecter l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 en renseignant le registre national des déchets, terres excavées et sédiments visé à l'article R. 541-43-1 du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 16 : registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021
Thème(s) : Risques chroniques, registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats : L'inspection constate l'absence de prise en compte de la dématérialisation du registre des terres excavées et sédiments.</p> <p>L'exploitant précise n'avoir pas eu connaissance de ce changement réglementaire.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit procéder à la création de son compte afin de mettre en place son registre dématérialisé des terres excavées et sédiments sous un délai de 3 mois et en respect à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 précisé dans la fiche d'inspection n°.</p> <p>L'ensemble du registre des déblais reçus depuis le 1er janvier 2022 doit être déversé sur le registre dématérialisé des terres excavées et sédiments sous un délai de 8 mois et ce avant la fin de l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois